

LA LETTRE DE GEOSTRATEGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE □ ANCIENS D'OXFORD □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS □
 ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR □ ASSOCIATION DES SCIENCES PO □ ASSOCIATION DES AUDITEURS ET
 CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT □ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) □
 ASSOCIATION DES DIPLOMES DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE □ ASSOCIATION DES CENTRALIENS □
 ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DE L'ESSEC □ INSTITUT DE RELATIONS
 INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) □ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE □ INSTITUT DES
 HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE □ INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS
 II) □ INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE □ SAINT-CYRIENNE □ ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLOMÉS DE
 L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

[www. geo2000.org](http://www.geo2000.org)

N° 88 MARS 2020

SOMMAIRE

P. 2 : « LA GEOPOLITIQUE DE L'ART ET DE LA CULTURE »

NATHALIE OBADIA, GALERISTE, ENSEIGNANTE A SCIENCES PO PARIS, AUTEUR DE « GEOPOLITIQUE DE L'ART CONTEMPORAIN »

P. 7 : « SYRIE-IRAK-TURQUIE : FACE AUX PERILS : QUEL AVENIR POUR LES KURDES ?

KENDAL NEZAN, CO-FONDATEUR ET PRÉSIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS

P.11 : « OÙ VA L'AFGHANISTAN ? »

DAVID MARTINON, AMBASSADEUR DE FRANCE EN AFGHANISTAN

P. 15 : DEBAT AVEC LE PERE PATRICK DESBOIS

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION YAHAD-IN-UNUM

P.19 : LE RENSEIGNEMENT FRANÇAIS

PREFET ANGE MANCINI ANCIEN COORDINATEUR NATIONAL DU RENSEIGNEMENT A LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE (2011-2013)

LA GEOPOLITIQUE DE L'ART ET DE LA CULTURE

Nathalie OBADIA

Le mercredi 11 septembre 2019, Géostratégies 2000 recevait, autour d'un petit-déjeuner organisé dans le Salon Pourpre du Palais du Luxembourg, Nathalie Obadia, galeriste depuis 1993 à Paris et à Bruxelles depuis 2008 et, depuis 2015, chargée de cours à Sciences Po Paris - Master Marketing et Communication le Marché de l'Art Contemporain.

A l'occasion de la publication de son livre *Géopolitique de l'Art contemporain**, cette galeriste française spécialisée dans l'art contemporain a présenté les enjeux de l'art comme outil d'influence géopolitique en questionnant notamment la domination du *soft power* américain et occidental. Par une approche historique, Nathalie Obadia nous a éclairés sur l'évolution de la scène artistique, très largement dominée par les États – Unis et qui s'ouvre peu à peu à de nouvelles puissances. Cet échange fut également l'occasion de revenir sur la place de la France dans le marché de l'art.

QUELQUES CHIFFRES

Le marché de l'art est un secteur économique en pleine expansion depuis une dizaine d'années. C'est avec quelques chiffres que Nathalie Obadia introduit son propos sur la géopolitique de l'art. En 2018, le Fine Art (qui regroupe les œuvres d'art ancien, d'art moderne, l'impressionnisme et l'art contemporain) représente 65 milliards de dollars d'échanges, contre 20 milliards en 2008. Par comparaison, le secteur du diamant représente 80 milliards de dollars. Les États-Unis concentrent 40% du montant de ces échanges, suivis par l'Europe (20%) et la Chine (20%). La France, quant à elle, représente entre 5% et 7% du marché européen.

L'art est un outil de *soft power* important, rappelle Nathalie Obadia, il représente un instrument à la fois économique et politique efficace pour diffuser la culture d'un pays et en valoriser l'image. Cette présentation est l'occasion d'aborder (1) l'évolution des échanges dans le marché de l'art depuis 1945 et (2) le positionnement de la France au sein de ce marché depuis la fin de la guerre.

LE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DE L'ART : HÉGÉMONIE AMÉRICAINE

En 1945, les États-Unis ont vu affluer de nombreux artistes et intellectuelles européens fuyant le nazisme et la situation précaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Des artistes européens comme certains artistes du Bauhaus, ou d'autres, comme Marx Ernst ou Dali participèrent grandement à la production artistique outre-Atlantique. Celle-ci permit aux États-Unis de tempérer leurs importations et de développer une nouvelle exportation d'art à l'étranger. Parallèlement à cette tendance, Nathalie Obadia souligne l'émergence d'une nouvelle génération d'artistes américains (Pollock par exemple) qui permit au pays de développer et d'exporter l'art contemporain de son époque et d'influencer ainsi les milieux d'art étrangers. Le cinéma et le dessin animé participèrent également à cette production nouvelle. Par ailleurs les États-Unis introduisent la « grande dimension » avec des œuvres d'art monumentales. Tout cela donne aux États-Unis une image moderne et avant-gardiste.

Usant de cette production comme véritable outil de rayonnement, les États-Unis développèrent leur influence dans les territoires allemands (en RFA) et fournirent une aide financière importante au marché de l'art local. Ce choix motivé par des raisons économiques, l'était également pour des raisons idéologiques et politiques dans un contexte de guerre froide et de lutte contre l'expansion des idées marxistes. Plusieurs exemples viennent illustrer cette tendance. Le MoMA par exemple, note Natalie Obadia, ouvert en 1929, s'installa dans son propre bâtiment conçu par un architecte américain (Johnson) en 1939. Autre point mentionné, le mouvement du messianisme au 20^{ème} siècle aux USA, dont le magnat de la presse, Henry Luce, en fut l'un des figures en appelant ses concitoyens à faire du XXe siècle le " siècle américain " (1941), participa à l'émergence d'un art avant-gardiste (et notamment de nouvelles pratiques artistiques comme la peinture au sol, qui se détache des supports de toiles traditionnels).

Par ailleurs, un nouveau type d'achat se développe à cette époque influencée par de nouveaux propriétaires américains, précise Nathalie Obadia. L'œuvre d'art devient un objet de consommation et évolue. Elle n'est plus seulement tableau, mais aussi objets divers, et est prise dans un mouvement « d'art éclaté » (ex : Andy Warhol). Cet art-là est récupéré par les marchés et les collectionneurs qui les achètent.

Nathalie Obadia précise aussi qu'à cette même époque, on observe une coopération esthétique entre les États-Unis et la RFA. Les œuvres sont exposées côte à côte dans les musées et de nombreuses manifestations renforcent cette collaboration, comme par exemple la création en 1955 de la Documenta ou de la Foire d'art contemporain de Cologne créée en 1967.

La France ne suivra pas cette voie et constituera une première résistance en Europe. La deuxième résistance trouvera son point d'ancrage au Royaume-Unis. Thatcher accorde beaucoup d'importance à l'indépendance de création de son pays et donne des moyens conséquents à la production artistique de l'époque. Dans les années 1980 et 1990, la scène artistique anglaise est en

compétition avec celle des États-Unis, chacun proposant ses propres productions ou expositions. L'exposition *Sensation*, que la galeriste prend pour exemple, présentait des œuvres de la collection d'art contemporain de Charles Saatchi et comprenait de nombreuses œuvres des Young British Artists (YBA). Elle s'est déroulée du 18 septembre au 28 décembre 1997 à la Royal Academy of Arts de Londres, puis à la Hamburger Bahnhof à Berlin et au Brooklyn Museum à New York (mais ne passa pas à Paris).

Parallèlement à cette activité artistique occidentale, l'art contemporain se développe dans plusieurs pays. C'est le cas par exemple au Moyen-Orient note Nathalie Obadia. Le Musée d'Art Contemporain de Téhéran (TMOCA) par exemple, a été inauguré en septembre 1977. Il a été créé pour accueillir les œuvres des artistes iraniens et abriter l'importante collection d'art moderne et contemporain occidental - la plus fournie en dehors de l'Europe et des États-Unis. Nathalie Obadia évoque également la Chine qui tente de se donner une image moderne à partir de 1965 et propose une création contemporaine qui se veut riche et originale. C'est par exemple dans les années soixante que fut créé une zone d'art contemporain, l'espace 798, à Pékin, véritable lieu d'art avant-gardiste. A cette époque, l'État chinois met aussi en place une aide à l'exportation des artistes chinois et permet ainsi de faire exposer ses artistes au Guggenheim à New-York. Néanmoins, contrairement aux États-Unis, la Chine n'a pas su s'ériger en modèle et ne possède pas l'influence des artistes américains à la fin des années 90's. Par ailleurs, les critères retenus pour les expositions internationales sont souvent des critères américains ou occidentaux et non pas chinois.

Aujourd'hui, les États-Unis exercent toujours une forte influence dans le monde de l'art, résume Nathalie Obadia. Si l'on observe les critères actuels utilisés pour valoriser certains types d'œuvres, ils tournent autour des sujets liés au genre ou aux minorités par exemple, autant de sujet sur lesquels les États-Unis sont très engagés. La diversité est plus marquée (il ne s'agit plus d'art des « White ») et la scène artistique met à l'honneur les femmes, les blacks, les gays, etc. L'influence artistique

américaine se caractérise aussi grâce à l'engagement intellectuel qu'elle valorise. La « French Theory » des années soixante, menée par des philosophes comme Derrida ou Foucault, qui ont séjourné aux USA, a été d'une grande influence. Nathalie Obadia précise que les USA ont récupéré cette influence pour développer les *social studies* (dont Judith Butler est aujourd'hui l'un des visages). La solution pour répondre aux soulèvements sociétaux des années 1960 a été d'intégrer les intellectuels au marché de l'art afin que les revendications sociétales soient encadrées ou qu'elles trouvent, via le marché, un canal d'influence, résume Nathalie Obadia. Le marché américain reste ainsi toujours avant-gardiste et l'on peut évoquer l'Exposition Documenta qui, pour la première fois en 2002, a mis à sa tête le 1^{er} directeur noir américain.

LA FRANCE EN RETRAIT DANS LE MONDE DE L'ART DANS LA DEUXIÈME MOITIÉ DU XX^{ème} siècle.

Nathalie Obadia constate que la France s'est décentrée. New-York est un centre d'art très important. Ce retrait progressif de la France du devant de la scène artistique s'amorce fin 1945 lorsque le pays refuse une collaboration artistique avec les États-Unis et choisit de ne pas valoriser les collections d'avant-garde. L'École de Paris exerce une autorité importante et certains artistes en subiront la censure (comme par exemple Gilles Mathieu).

Nathalie Obadia note une première réaction marquante dans les années 1958-1959. Le Ministère de la Culture est un Ministère d'État (géré par André Malraux) et se développent également les Maisons de la culture, ou le CNAC qui reste assez conservateur. La France préfère envoyer un artiste de l'École de Paris à la biennale de Venise alors qu'une nouvelle génération d'artistes tels que Niki de Saint Phalle ou Jean Tinguely émergent et ne seront pas valorisés. En 1964, la Biennale de Venise consacre son prix au peintre américain Robert Rauschenberg, pionnier de ce que l'on appelle déjà le pop art. Alors que ce choix choque la France, elle illustre la réussite totale de l'implication américaine dans le monde de

l'art. Nathalie Obadia note néanmoins que dans les années 1980, Jack Lang alors Ministre de la culture, fixe pour objectif d'atteindre le seuil de 1 % du budget de l'État en 1983. A cette occasion, il tente d'élargir le champ artistique en ouvrant au monde de l'art le monde la mode par exemple.

Cette perte de vitesse française est aussi dû au problème de l'ISF, dont les taux très élevés font fuir les riches collectionneurs. L'État devient alors le premier acteur commanditaire et influence les achats d'un certain type d'œuvres, plutôt traditionnelles. Des peintres comme Daniel Buren ou Jean-Pierre Bertrand répondent à des commandes, d'autres comme Gérard Garouste sont peu montrés. Ce mécanisme encadré donne l'image d'un développement d'artistes français « officiels » et ceux-ci sont mal vus aux États-Unis. Notre invitée évoque également un rapport commandé par le Ministère des Affaires Étrangères au sociologue Alain Quemin et remis en juin 2001, sur *Le rôle des pays prescripteurs sur le marché et dans le monde de l'art contemporain*. Ce rapport conclut à l'absence totale de la France à l'étranger et notamment dans les musées américains. Peu valorisant pour la France, ce travail ne fut pas diffusé.

LA FRANCE REVIENT PARTIELLEMENT SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE ARTISTIQUE AU XXI^{ème} SIÈCLE

Alors que l'Allemagne vieillit et ne trouve pas de relais via de nouveaux collectionneurs, la France revient aujourd'hui sur le devant de la scène en usant de son soft power. Le Royaume-Uni n'a pas de potentiel de collection et l'on observe une concurrence relative de la Chine qui investit plus dans la Recherche & Développement plutôt que dans l'art. Par ailleurs, le Brexit produit un effet de déplacement des galeries d'art vers Paris néanmoins, ce mouvement n'est pas total car les galeristes redoutent une situation précaire. La France compte deux grands acteurs, Bernard Arnault et François Pinault tous deux acteurs très importants qui influencent et valorisent l'art français.

Néanmoins, la France a des difficultés à sortir de son positionnement classique. Le Louvre d'Abu Dhabi, utilisé comme une marque, propose des œuvres d'art anciennes, classiques ou modernes et

répond ainsi à l'imaginaire du « Louvre » mais ne propose pas d'œuvres d'artistes actuels. Il sera bientôt en concurrence avec le Guggenheim qui va s'installer au même endroit, explique Nathalie Obadia, mais qui lui, a fait le choix de montrer de l'art contemporain.

A Paris, la FIAC représente également un haut lieu d'influence artistique. Le choix de la FIAC valorise les collections avant-gardistes. Néanmoins, même si les 10 grandes galeries parisiennes y sont représentées, la FIAC a tendance à s'internationaliser au détriment des artistes français.

La France conserve cependant des atouts structurels avec notamment l'ouverture d'antennes comme le Pompidou Malaga et Shanghai ou avec l'activité intensive des ambassades et des services culturels (comme les Instituts français). Le seul bémol dans ces services étant que les employés restent souvent seulement trois ans dans ces structures et qu'il est difficile de maintenir des projets de long terme. Par ailleurs, les artistes français s'internationalisent de plus en plus en faisant une partie de leurs études ou de leurs activités à l'étranger.

Néanmoins, Nathalie Obadia conclut que la France a loupé le tournant du 21^{ème} siècle. Nous n'avons pas de « Musée du 21^{ème} siècle » et si le Centre Pompidou présente de l'art moderne et contemporain et propose des activités d'échanges grâce à sa librairie et sa bibliothèque, il n'a que très peu d'espace pour montrer la production française actuelle. Ce musée n'a, par ailleurs, jamais fait l'objet de rénovation. Le budget étant restreint (environ 1,5 millions) il est difficile de faire des entrées avec des artistes vivants et de valoriser la création actuelle. Par comparaison, le MoMA à New-York s'agrandit tous les 15 ans et le Tate à Londres tous les 10 ans, inscrivant ainsi ces musées dans un perpétuel mouvement.

DÉBAT

Christophe Gravereaux (Avocat associé) *Les créations contemporaines : œuvres d'art ou objets spéculatifs ?*

Les œuvres d'art font partie du marché de l'art. La spéculation se concentre en fait sur un tout petit nombre d'artistes et n'est pas une pratique majoritaire dans l'ensemble du marché de l'art contemporain.

Paul Rechter (Président de Géostratégies 2000) *Vous avez évoqué le fait que la FIAC est de moins en moins française. Comment expliquez-vous cela ?*

Il existe une concurrence internationale et économique forte et l'enjeu de la FIAC reste de faire des entrées. Les principales galeries françaises y sont quand même représentées. Néanmoins, les galeries internationales sont privilégiées. Le « carré d'or » est à 90% tenu par des étrangers (notamment américains ou allemands). Le moyen pour la France d'exister et de monter des collections importantes est de développer des coéditions avec des artistes étrangers.

Francis Babé (Alumni Sciences Po et IHEDN) *Les œuvres d'art présentées dans les musées sont souvent issues des pillages menés au fil de l'histoire. Les pays d'origine, pillés, réclament la restitution d'œuvres de leur culture. Que faire ? restituer ? Conserver ?*

Le Rapport Savoy-Sarr a longuement réfléchi sur la valeur d'une œuvre d'art et permet ainsi de donner quelques enseignements sur la justification d'une restitution ou non. Il est prévu que des œuvres venant du Bénin soient rendues à leur pays d'origine. Néanmoins, aucun pays n'a demandé de restitution précise. Une autre question reste en suspens : dans quels lieux ces pays africains pourront-ils exposer et conserver ces œuvres d'arts ? Un second problème est celui de la traçabilité car certains objets d'art n'ont pas été pillés mais offerts.

Thomas Chatillon (*Consultant en stratégie*) **Vous dites qu'il n'y a pas de musée d'art du 21^{ème} siècle en France. Quid du Palais de Tokyo (volume, visibilité, audace dans la programmation, intégration des « cultural studies ») ?**

Attention, le Palais de Tokyo n'est pas un musée mais un centre d'art. Il n'y a donc pas de collection permanente. Il n'y a pas aujourd'hui de musée du 21^{ème} siècle, dans Paris, et qui exposerait de façon permanente la production artistique contemporaine.

Sharon Alfassi (*Artiste plasticienne – Alumni Sciences Po*) **Comment faire comprendre aux décideurs l'enjeu majeur du soutien à la jeune création et aux jeunes sortis des écoles. N'y a-t-il pas une certaine frigidité dans la sélection ?** Il existe beaucoup d'aides pour les jeunes artistes. Le problème est qu'il y a un trop grand saupoudrage et on laisse tomber les artistes qui commencent à se faire connaître. Il faudrait réorienter l'aide pour aider au « décollage » des artistes. Les galeries ont aussi un rôle majeur pour aider à se faire connaître les jeunes artistes qui commencent à émerger.

Jean Mallot (*Contrôleur Général - économie & finance-Min.de l'Eco & Finance – Vice-président de Géostratégies 2000*) **Vous avez beaucoup parlé des USA, de la Chine et de la France, de leurs leaderships. Quid de l'art et de la culture comme « outils » de la construction de l'Union**

Européenne ? Où en est-on ? Comment s'y prendre pour préparer l'avenir par rapport au reste du monde ?

L'Union Européenne devrait développer une politique culturelle qui permette aux pays européens de devenir un véritable vivier de nouveaux talents.

Jean-Claude Richard (*ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale*). **En tant qu'ancien ambassadeur, j'ai constaté qu'il n'y avait pas, en France, une culture du mécénat privé contrairement aux pays anglo-saxons. Y a-t-il une évolution réelle en dehors de Bernard Arnault ?**

On se souvient des débats autour du dispositif d'incitation fiscale accordé par la loi sur le Mécénat en 2003. Cette loi favorisait la pratique du mécénat en faveur de toutes les causes d'intérêt général. Aujourd'hui les lois sur le mécénat culturel incitent à la création et au développement de la scène artistique française. C'est très enrichissant sur le plan national. Les industries doivent continuer à soutenir la jeune création française.

* Editions "Le Cavalier Bleu" 2019

Compte rendu réalisé par Juliette Mollo (étudiante dernière année - École Affaires Publiques - Sciences Po Paris)

SYRIE-IRAK-TURQUIE ; FACE AUX PERILS ; QUEL AVENIR POUR LES KURDES ?

Kendal NEZAN, Co-fondateur et Président de l'Institut kurde de Paris

Le vendredi 11 octobre 2019, Géostratégie 2000 a reçu le Président de l'Institut Kurde de Paris, Kendal Nezan, autour d'un petit-déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg, et dans un contexte particulièrement tendu, puisque la Turquie venait de traverser la frontière qui la sépare de la Syrie et de lancer une offensive contre les Kurdes. Engagé très tôt dans la défense de la cause kurde, auteur de nombreux ouvrages et articles sur ce sujet, notre invité nous a brossé un tableau très détaillé de l'histoire du peuple kurde, en conflit depuis des décennies avec le pouvoir d'Ankara. Il nous a éclairé sur la situation réelle sur le terrain et ne nous a pas caché ses inquiétudes, plaidant en faveur d'une protection renforcée de la part des Occidentaux, et de la France en particulier.

Le Kurdistan, qui existe depuis le 12^{ème} siècle, est un territoire aussi vaste que la France. Avec ses montagnes, ses lacs et la Plaine du Tigre, il est considéré comme le château d'eau du Moyen-Orient. Il possède aussi d'importants gisements de pétrole. Il compte une population de 40 millions d'habitants, répartis entre la Turquie (20 millions) ; l'Iran (12 millions), le Kurdistan (7 millions) ; la Syrie (3 millions) et l'Union Européenne (1,5 millions). Décrit, pendant l'Antiquité comme la Haute Mésopotamie, il est aujourd'hui une région extrêmement stratégique, rappelle dès le départ, Kendal Nezan.

Les Kurdes revendiquent une filiation commune avec les Mèdes, qui en 612, ont mis fin à la grande puissance de l'Etat Assyrien. Ils ont été convertis et islamisés lors des conquêtes du 6^{ème} et 7^{ème} siècle et jouent un rôle non négligeable dans le monde musulman. Puis, après l'invasion des turco-mongols, qui détruisent tout, ils survivent dans les montagnes. Saladin, à qui ils se réfèrent, incarne leurs valeurs, à savoir le respect des croyances des autres et le pluralisme religieux. En 1514, les émirs kurdes signent un Traité avec l'Empire ottoman, qui leur laisse une large autonomie à condition de se mobiliser en cas de guerre contre les Perses. Cette période prospère, également sur le plan culturel et littéraire, se poursuit jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle.

A cette époque, les sultans ottomans mènent une politique de centralisation et lancent de vastes campagnes militaires contre les Kurdes, qui vont être le point de départ, vers 1850, de guerres pour l'indépendance du Kurdistan, explique Kendal Nezan. Puis, après le premier conflit mondial et le démantèlement de l'Empire Ottoman, le Traité de Sèvres de 1920 prévoit la création d'un état kurde, qui ne verra jamais le jour... Mustapha Kemal, qui vient d'être élu à la tête de la Turquie, s'y oppose. La France et la Grande-Bretagne se partagent la région. Le Liban et la Syrie, pour les premiers et l'Irak, la Haute Mésopotamie et la Palestine pour les seconds. Et en 1923, le Traité de Lausanne reconnaît la souveraineté de la Turquie, ainsi que ses nouvelles frontières. C'est la fin du Kurdistan indépendant. Les Alliés, en échange de parts non négligeables dans la compagnie exploitant le pétrole de la zone, renoncent... La culture, la langue, l'identité kurdes sont écrasées, les révoltes durement réprimées. Un tiers de la population kurde est déportée.

DES AVANCÉES ENCORE FRAGILES

Une spirale de la violence s'installe, entre indépendantistes et régimes en place. En Irak, en 1990, une répression terrible vise à éradiquer les Kurdes. 90% des villages du Kurdistan sont détruits. En Iran, suite à l'invasion irakienne, Khomeiny déclare la guerre sainte contre les Kurdes, qui résistent et réclament un Iran laïque.

Comptant sur la présence des Alliés, suite à la Guerre du Golfe, les Kurdes se soulèvent, mais vu les massacres, 2 millions d'entre eux se massent à la frontière Turquie/Irak. Les Alliés, sous l'égide du Conseil de Sécurité de l'ONU, instaurent une zone de sécurité pour ces réfugiés et favorisent la création d'une région réellement autonome pour les Kurdes, en Irak, avec Kirkouk comme capitale. En 1992, des élections pluralistes sont organisées. Un Kurdistan démocratique, pro occidental voit le jour, avec un Parlement dirigé actuellement par une femme. Une vingtaine d'universités accueillent des étudiants. La langue kurde, qui a des racines indo-européennes, proches du Perse et de la grammaire française, est le ciment de l'identité nationale, qui laisse une large place aux femmes et à la diversité religieuse (kurdes sunnites (à 80%) mais aussi juifs, alevites yezidis et chrétiens), conclut Kendal Nezan.

Le brillant exposé de Kendal Nezan a été suivi d'un débat animé par Paul Rechter, Président de Géostratégies 2000, et très riche en échanges.

Paul Rechter . Président de Géostratégies 2000) : *Quel est l'équipement militaire des Kurdes ? Face à la Turquie, quelle est l'attitude des Russes et des Syriens ?*

Dans le Kurdistan syrien, en 2011, les Kurdes étaient opposés à la militarisation des manifestations du Printemps Arabe. Mais la Turquie et le Qatar avaient une position inverse. Il n'y avait plus de place pour les opposants modérés.

La Turquie a armé les Frères Musulmans et les djihadistes. Et l'armée syrienne s'est retirée des provinces kurdes. Les Kurdes deviennent une force autonome, mais ils sont attaqués par Daesh. Aidés par la France et les USA, les Kurdes résistent, notamment dans la ville de Kobané.

11000 kurdes syriens sont tués dans la guerre contre Daesh. Les efforts qu'ils ont consentis pour défendre leur liberté ont été énormes. Ils ont libéré Raqqa et chassé Daesh d'un territoire aussi grand que la Grande-Bretagne, où vivaient 10 millions d'habitants.

Pendant cette période, le régime turc soutient Daesh. Et maintenant, la décision de faire la guerre contre les Kurdes, est en fait un soutien à Daesh. Pour les Turcs, ce sont les Kurdes qui sont les terroristes. Avec le retrait américain, tout est plus facile et Erdogan peut poursuivre son but, à savoir, envahir, occuper, annexer et arabiser tout le Kurdistan syrien.

Les Kurdes ont des moyens limités. La coalition internationale leur a fourni des armes terrestres, mais rien au niveau anti aérien. Or, dans cette région, la force aérienne est vitale, et elle est entre les mains des Turcs.

Pour la Russie de Poutine, c'est une belle affaire. Elle réussit à faire partir les Occidentaux (via les Kurdes) sans rien faire. Ainsi, l'avenir de la Syrie se décidera sans la présence des Occidentaux.

Cela se négociera à trois, entre la Turquie, la Russie et l'Irak.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les Kurdes détenaient 72 000 prisonniers de Daesh, qui vont se volatiliser dans la nature. C'est un désastre pour les Occidentaux et un moyen de chantage contre l'Europe. Une véritable bombe à retardement. Et une tragédie pour les Kurdes.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France - Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) ; Charles Culbert (Consultant) : *Quel est le poids et la position du PKK ? Quels sont les liens entre le PKK et le YPG syrien ? Et plus largement, avec les Kurdes irakiens et iraniens ?*

Le PKK a été fondé à la fin des années 1970. En 1984, il se lance dans la lutte armée contre la Turquie. A l'époque, il y avait 110 000 prisonniers en Turquie et énormément de Kurdes tués. Donc, leur slogan était « autant mourir les armes à la main ». Le PKK a alors été déclaré organisation terroriste par la Turquie et les Américains, qui ne voyaient pas d'un bon œil son idéologie marxiste. Personnellement, je déplore cette position, car les Kurdes ne tuent pas les Occidentaux. Ils luttent contre la police et l'armée turque. Un accord était sur le point d'être signé en 2015 entre le PKK et la

Turquie, quand Erdogan a tout arrêté. Pourtant, les revendications kurdes sont minimalistes, mais c'est pour lui, une façon de souder son opinion et de rester au pouvoir.

Le PYG est une milice kurde syrienne, qui fait partie des Forces Démocratiques Syriennes (FDS).

Elle a des liens avec le PKK, mais prend ses distances avec l'idéologie marxiste. Elle défend des préoccupations écologiques, ainsi que la parité hommes-femmes. Elle n'a jamais lancé d'attaques contre la Turquie et rien ne justifie donc l'agression actuelle et les représailles des Turcs.

François Chevillard (*Consultant en Affaires Publiques et Développement*) : **Quelle est l'attitude de la France ? Qu'attendent les Kurdes de France ?**

Le Président Mitterrand et son épouse Danièle ont joué un rôle décisif en faveur des Kurdes. Cette dernière a convaincu la France en 1991 de saisir le Conseil de Sécurité, lors de l'exode vers la frontière entre l'Iran et la Turquie de 2 millions de Kurdes. Une résolution a alors été votée, prévoyant la création d'une zone sécurisée pour les civils kurdes. Elle a visité de nombreuses fois la région et était présente en 1992 pour la mise en place du gouvernement d'Union nationale du Kurdistan, puis en 2002, pour l'inauguration du Parlement kurde.

En 1992, le Président Mitterrand a plaidé pour un règlement politique de la question kurde, lors de sa visite à Ankara. Le Président Ozal, ébranlé, a amorcé un dialogue avec le PKK, mais en 1993, il a été assassiné par des ultras.

Actuellement, la France s'inscrit dans cette tradition. Elle soutient la résistance kurde. Elle doit entraîner l'Europe sur ce sujet, qui est un enjeu vital pour la sécurité. La guerre contre Daesh passe par une alliance sur le terrain avec les Kurdes, qui sont les meilleurs alliés des Occidentaux, sur la base de valeurs partagées au Moyen-Orient. La France doit prendre la tête d'une Force Européenne d'interposition. Il faut être un acteur dans l'histoire. Ainsi, la Turquie pourrait reculer, comme elle l'a

déjà fait avec Poutine. il faut brandir le langage de la force.

De plus, la défense du peuple kurde est l'une des rares causes qui fédère l'ensemble des Français.

Pierre Lepetit (*Consultant*) : **Jean-Claude Richard** (*Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale*) ; **Jacques Taranger** (*Inspecteur du Personnel Civil de la Défense*) ; **Richard Hallows** (*Directeur Développement International Cerester. Groupe Beghin Say*) :

Il y a-t-il un avenir pour un Kurdistan indépendant ?

En 2017, un référendum a eu lieu sur ce sujet. 92,7% des bulletins étaient en faveur d'une indépendance pacifiée avec l'Irak. Mais la Turquie et l'Iran étaient contre et les Occidentaux et la Russie ont laissé faire. Le droit, sans la force, reste virtuel.

L'Iran veut créer un Empire chiite et la Turquie, qui n'a jamais accepté le démantèlement de l'Empire Ottoman en 1918, rêve d'un empire néo-ottoman. Un but quasi impossible, car la Turquie (hormis le Qatar et le Hamas), n'a aucun allié dans le monde arabe. L'Occident, pour sa part, est de plus en plus faible et se retire progressivement des affaires du Proche Orient. Pourtant, à l'avenir, comme ce fut le cas pour l'Arménie, il y aura un Etat kurde. J'en suis convaincu.

Quid de la question des réfugiés ?

Il y a une région partiellement autonome kurde qui regroupe 5 millions d'habitants. Il y a aussi

1 200 000 personnes déplacées dans des camps. Il est fort probable que l'arrivée massive de réfugiés kurdes syriens déstabilise le Kurdistan irakien. Et il n'y a aucune aide occidentale.

François-Xavier Martin (*Président d'Honneur de Crédit X Mines. Secrétaire général et Trésorier de Géostratégies 2000*) : **Existe-t-il des liens entre les Kurdes et les Israéliens ?**

Les liens affectifs et culturels entre les Kurdes et les Juifs sont très anciens. Ils sont originaires de deux terres bibliques. Il y n'y a jamais eu d'antisémitisme chez les Kurdes. Il y a un quartier kurde à Jérusalem. Israël a défendu le référendum sur le Kurdistan irakien.

Mais, en même temps, Israël et la Turquie normalisent leurs relations.

Pierre Amouyel (Ingénieur général des Mines honoraire) : Comment organisez-vous votre lobbying après de l'Union Européenne et des USA ?

« Lobbying » est un grand mot. C'est plutôt la foi des militants kurdes et de leurs amis, très nombreux aux USA. Beaucoup d'universitaires. On retrouve des partisans des Kurdes dans les deux grands partis, Républicains et Démocrates.

En Europe, la diaspora kurde est également très présente. Il y a des élus kurdes.

Claudie Rigault (Ancienne attachée de direction - Sotheby's) : Quelle est le rôle des femmes dans la lutte ?

Elles ont été formidables dans la résistance contre Daesh. Le film de Caroline Fourest, « Sœurs d'Armes » en est une très belle illustration. Il dénonce la volonté de Daesh de réduire les femmes en esclaves. En 1991, une femme kurde a été élue au Parlement turc. Elle avait été emprisonnée 10 ans mais elle n'a pas plié. Les femmes transmettent le flambeau de la résistance.

Nous traversons une épreuve très difficile. Nous avons besoin de l'appui de nos alliés occidentaux. Nous avons survécu à Saddam Hussein. Nous survivrons à Erdogan.

Marie-Clotilde Hingray Propos non revus par intervenants.

« OÙ VA L'AFGHANISTAN ? »

David MARTINON

Ambassadeur de France en Afghanistan

Le vendredi 8 novembre 2019, Géostratégies 2000 a reçu David Martinon, Ambassadeur de France à Kaboul depuis 2018, autour d'un petit déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg. Cet ancien collaborateur d'Hubert Védrine au Quai d'Orsay, spécialiste des négociations internationales dans le domaine de l'information et du numérique, a analysé la situation politique et sécuritaire de l'Afghanistan, pour le moins préoccupante. Avec en toile de fond, une question : ce pays peut-il retrouver une unité et se reconstruire dans la paix ?

L'Afghanistan est un pays incroyablement violent. C'est là où le terrorisme et la guerre tuent le plus de monde, là où on compte le plus grand nombre de journalistes assassinés, déclare, en connaissance de cause, David Martinon. Cette contrée de montagnes et de déserts est une zone tampon, coincée entre des empires en compétition (Perse, Ottoman, Russe...). Pendant longtemps, on a observé une forte rivalité anglo-indienne et russe. Ils se disputaient ce territoire, pour mieux se protéger les uns des autres. Mais c'est aussi le « cimetière des empires », britannique et soviétique, et la situation y est actuellement très périlleuse pour l'OTAN.

En 1979, l'URSS envahit le pays pour soutenir le régime pro-soviétique, face à une rébellion islamique. L'occupation est très dure (15 000 soldats de l'Armée Rouge tués, 1,5 millions d'Afghans). La résistance des Moudjahidines, soutenue par les Etats-Unis, les Saoudiens et le Pakistan, oblige les Soviétiques à partir en 1989. S'ensuit alors une guerre civile dans un pays très fracturé entre ses différentes ethnies, jusqu'en 1996, date de l'arrivée au pouvoir des Talibans. Ils y resteront jusqu'en 2001. Après l'assassinat de Massoud, les attentats du 11 septembre et l'offensive des forces américaines et britanniques, Kaboul tombe en cinq semaines et un régime intérimaire est mis en place, avec à sa tête le

leader Pachtoune, Karzaï. En 2004, une nouvelle constitution est adoptée et Karzaï gagne l'élection présidentielle. Il sera remplacé en 2014 par Ghani, qui s'est représenté lors du scrutin de septembre dernier, et qui attend les résultats officiels, qui devraient le confirmer dans ses fonctions. Sinon, il laissera la place à son adversaire, le vice-président Abdullah. Malgré les nombreuses difficultés, le régime se solidifie peu à peu, remarque David Martinon.

ARRÊTER LA SPIRALE DE LA VIOLENCE

La guerre est maintenant dans sa 19^{ème} année et l'épuisement se ressent. Il faudrait faire la paix, mais l'opposition Taleb, qui contrôle 25 à 35% du pays (surtout des zones rurales) défend des valeurs aux antipodes de celles des Occidentaux (comme la lapidation des femmes). Pour l'heure, l'insurrection, très organisée, est aux portes des villes et veut instaurer un émirat « Taleb ». Les Américains, quant à eux, veulent en finir avec cet engagement militaire et retirer les 14000 hommes restants. Un accord était sur le point d'être signé, des Talibans invités à Camp David, lorsqu'un attentat, en septembre dernier, a tué un soldat américain. Les négociations ont été suspendues, ce qui n'est pas une mauvaise décision, commente David Martinon, car l'accord qui devait être signé, n'était pas bon et était d'ailleurs critiqué par une majorité du Parti Républicain. Il prévoyait un « self passage » pour les troupes étrangères, mais cela

n'aurait jamais été appliqué. Et les Talibans, en position de force, auraient imposé leurs choix au gouvernement légitime. Il faut espérer que les prochaines discussions ne déboucheront pas sur un « accord de façade » et que le futur Président sortira renforcer des élections et pourra peser davantage face aux Talebs. Les Américains ne doivent pas partir trop vite, ils doivent mettre la pression sur les rebelles pour que le pays sorte de ce climat de violence extrême. C'est une condition sine qua non pour arriver à un cessez le feu, conclut David Martinon.

Cet intéressant exposé a été suivi, comme à l'accoutumée, d'un débat riche en échanges et animé par le Président de Géostratégies 2000, Paul Rechter.

***Paul Rechter (Président de Géostratégies 2000)
Quel rôle le Pakistan joue-t-il en Afghanistan ?***

Le Pakistan est le « sponsor » de l'insurrection Taleb. L'ingérence est constante. Le Pakistan souhaite le régime le plus islamiste possible en Afghanistan, par fraternité idéologique, mais en même temps, il recherche l'instabilité, ce qui est contradictoire. Il manipule les Talebs.

Le Pakistan a un rôle nocif. Il a toujours soutenu les pires chefs de guerre, et jamais Massoud, par exemple. Il est aussi très actif dans le trafic de drogue et dans le soutien à Daesh et à Al Quaida.

Oussama Ben Laden y avait trouvé refuge, et c'est là qu'il a été tué par les forces américaines.

***François Chevillard (Conseiller en Affaires Publiques et Développement) et Paul Rechter :
Quels sont les intérêts de la France en Afghanistan ?***

Nos intérêts sont directement liés à des questions de sécurité. Nous voulons lutter contre la menace terroriste. Or, l'immigration afghane est la première en France et nous savons que ce pays est une terre de djihad. Mohammed Mehra a séjourné en Afghanistan avant de commettre les attentats de Toulouse.

Dans un tout autre domaine, la France creuse son sillon dans le domaine de la coopération archéologique et de la santé, avec l'héritage des « French Doctors ».

Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées 2s) : La lutte contre le trafic de drogue est-il une priorité ?

Cette question est très compliquée et il est impossible d'établir une stratégie.

L'Afghanistan est le premier producteur d'opioïdes. 90% du trafic mondial provient de ce pays très pauvre. C'est sa seule industrie.

La drogue est principalement cultivée dans les zones d'insurrection Taleb. Le voisin pakistanais organise le trafic à l'export. L'Iran aussi participe maintenant.

Une bonne partie de la hiérarchie policière et militaire afghane est aussi partie prenante. C'est un marché très dynamique. Il y a une forte demande domestique, mais aussi de la part de la Russie, de la Chine, de l'Iran...

Philippe Beauvillard (Président du Syndicat de la Presse Culturelle et Scientifique) ; N'est-ce pas une illusion que de prétendre construire une République quand il n'y a pas de Nation ?

Les Afghans seraient le mieux placés pour vous répondre...

L'absence de sentiment national et l'existence d'une République ne sont pas incompatibles.

Il y a déjà une régionalisation de fait avec les Talebs.

Et dans le reste du pays, il y a plusieurs ethnies. Le gouvernement s'adresse à elles dans leur langue, ce qui ne va pas dans le sens de l'unité.

Quant à la communauté internationale, elle pense que l'Afghanistan doit avoir un président Pachtoune. Or, ce n'est pas forcément le mieux. Une possible victoire d'un Tadjik permettrait peut-

être de changer d'époque. L'Afghanistan est une République indépendante depuis peu, mais elle a derrière elle, une très longue histoire. Les archéologues français ont permis de mettre à jour un passé bouddhique très riche. Par ailleurs, les Afghans sont très fiers du passage d'Alexandre Le Grand. Il faut absolument développer un programme d'éducation nationale pour tous, cela apporterait un socle commun.

Jean-Louis Pierrel (*Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000*) : **Les Américains se sont-ils vraiment attaqués à la culture du pavot ? (par la force, en bombardant ou en aidant les cultures alternatives)**

Quel rôle joue la Chine ?

L'aide au développement économique comme une ressource alternative à l'opium, cela ne fonctionne pas. Aucune culture de substitution ne peut apporter une rentabilité aussi forte.

En 2000, les Talibans avaient décidé un moratoire et cela avait été appliqué.

Mais, ce n'est plus d'actualité ; la Chine a une petite frontière commune avec l'Afghanistan. Cela avait été créé pour que les empires russe et britannique ne se touchent pas. C'est une terre très inhospitalière.

La Chine s'intéresse à l'Afghanistan pour des raisons de sécurité. Elle a donné sa confiance aux Talibans.

C'est le voisin le moins toxique et le plus raisonnable.

Eric Verstraete (*Directeur Financier Développement Construction Bouygues TP*) : **L'OTAN peut-il jouer un vrai rôle ou ce sont les Américains qui décident de tout ?**

Je ne vois pas comment l'OTAN peut rester après le départ des Américains.

Thierry Le Roy (*Conseiller d'État, Président de France Terre d'Asile*) : **Que pensez-vous de la diaspora afghane en France ?**

Elle existe et elle est très bien intégrée. Il y a de grands écrivains ou réalisateurs français, d'origine afghane. Ils gardent un lien très fort avec leur pays d'origine.

Il n'y a quasi pas d'expulsion d'Afghans, de reconduite à la frontière.

Jean-Claude Richard (*Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale*) : **Lorsque j'étais Ambassadeur dans les pays limitrophes de l'Afghanistan (1995-2006), j'ai constaté que, vu de Paris, le problème afghan restait marginal et ne suscitait qu'un intérêt passif. Cela a-t-il changé dans les faits ?**

Le monde (y compris les Américains) est lassé de l'Afghanistan. Ce pays a été le théâtre de la plus longue (19 ans) et de la plus importante opération de l'OTAN. 150 000 hommes y ont participé et pour quel résultat ? Le parlement fonctionne mal, la justice est corrompue... Il y a un faible retour sur investissement. La France a perdu 90 hommes, les Américains, 3000 et ils ont dépensé des milliards de dollars. Sur ce sujet, Obama et Trump étaient sur la même longueur d'onde. Ils voulaient se retirer. En France, il y a un côté un peu romantique avec les « French doctors », c'est un pays attachant, très beau, mais ce n'est pas notre histoire.

Élèves des Lycées Hélène Boucher et Maurice Ravel, à Paris : **En quoi ce métier est-il tellement intéressant qu'il prend le dessus sur les risques encourus ?**

Ce sont les risques qui rendent le métier intéressant. Les pays en crise font plus sens. Des écrivains comme Kipling ou Kessel donnent envie de découvrir ces contrées lointaines...

Christophe Bouchez (*Avocat au Barreau de Paris*) ; **Danièle Bourguignon** (*OCDE*) : **Quelle est la**

position de la France sur le sort des anciens interprètes afghans au service de l'Armée française ?

Il y a beaucoup de fausses rumeurs qui circulent à ce sujet.

La France les a accueillis (800 personnes). Cela s'est fait en plusieurs vagues et c'est peut-être à cause de cela qu'il y a eu tant de critiques.

Mais la France s'est montrée très généreuse.

Aujourd'hui, ceux qui demandent à être accueillis, ne sont pas en danger. Pas plus que la population afghane dans son ensemble.

Les lettres de menaces qui sont exhibées sont des faux. D'ailleurs, les Talibans ne menacent pas, ils tuent directement.

il n'y a pas un seul PCRL qui a été assassiné, parce qu'il était PCRL (Personnel Civil de Recrutement Local).

La France a assumé ses responsabilités.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot (Vice-Président de Géostratégies 2000) : Pourquoi y a-t-il tant d'Afghans qui veulent rejoindre la Grande-Bretagne ?

Parce qu'il y a une forte communauté qui s'entraide.

Francis Babé ; Adrianna Chapin (Group Compliance) : Pour faire la guerre, il faut des armes et des munitions. Quelles sont les filières ? Comment les combattre ?

Le Pakistan, l'Iran et probablement les Russes fournissent des armes aux Talibans.

Il y a toujours eu des armes en grand nombre et les Afghans sont de très bons tireurs.

Il y a aussi tout le matériel récupéré aux forces gouvernementales.

Danièle Bourguignon : Quel destin pour le fils de Massoud ?

Le nom est important, mais il n'est pas suffisant.

Il est très jeune (30 ans), a suivi une formation militaire à Sandhurst. Il est passionné mais encore immature. Il veut jouer un rôle. Il a créé son parti. Il doit dépasser la dimension de son ethnie.

Il a encore un long chemin devant lui.

il n'est plus sous l'autorité de son père. Ses oncles n'ont pas convaincu. Il a le champ libre.

A lui d'être habile.

Raymond Douyère (Parlementaire honoraire. Président d'honneur de Géostratégies 2000) : Quel paysage va se dessiner après le départ de l'OTAN ?

Tout dépend de la négociation entre les Américains et les Talebs. C'est une première étape qui conditionnera les discussions intra afghanes pour organiser le pouvoir.

Il faudrait trouver des compromis avec les Talebs pour garder les droits acquis. Mais, il est certain que les Talibans ne vont pas abandonner leur volonté de pouvoir. il y aura des frictions mais ce sera mieux que la guerre civile actuelle.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par les intervenants

RENCONTRE AVEC LE PERE PATRICK DESBOIS

PRESIDENT-FONDATEUR DE L'ASSOCIATION YAHAD-IN-UNUM

Le mardi 28 janvier 2020, Géostratégies 2000 recevait le Père Patrick Desbois, ancien Directeur du Service national des évêques de France pour les relations avec le judaïsme et actuellement Consultant de la commission du Saint Siège sur ces mêmes questions. Président fondateur de l'organisation Yahad-in Unum, lancée conjointement par Monseigneur Lustiger, le Cardinal Ricard et le Rabbin Singer, il œuvre sans relâche pour la transmission de la mémoire, pour rendre une identité à tous ces inconnus dont le seul lien était d'être né juif. il nous a livré un témoignage bouleversant sur ces tragédies et nous a apporté un éclairage pertinent et très documenté sur ces massacres de masse, toujours d'actualité, avec le génocide des Yézidis commis par Daesh.

C'est mon histoire familiale - un grand père déporté au camp de Rawa-Ruska- qui m'a fait découvrir le drame des Juifs ukrainiens, relate sobrement le Père Desbois, qui, à ce jour, a identifié plus de 2900 fosses communes, où reposent les corps de 1 500 000 juifs, et a interviewé plus de 7000 témoins de ces massacres, de la Lituanie à l'Azerbaïdjan. Au début de ces enquêtes sur les tueries perpétrées par des unités allemandes (Einsatzgruppen) sur des juifs, des tziganes et des handicapés, personne n'osait parler. Puis, après la chute de l'Empire Soviétique, les langues se délient et des « gens simples » commencent à raconter leurs souvenirs. Il y a d'abord un « architecte » qui arrive quelques jours avant, pour calculer la profondeur de la fosse commune, qu'ils font creuser à des juifs, 3 jours avant les massacres. C'est une organisation imparable, 1500 juifs sont fusillés en une seule journée et parfois, pour économiser les munitions, des « pousseurs » allemands les jettent vivants dans les fosses. Mon grand-père a dû assister à ces horreurs, et c'était son secret, raconte le Père Desbois, qui met alors tout en œuvre pour que soit reconnue la « Shoah par balles », en collaboration avec Monseigneur Lustiger.

Commence un long travail d'investigation avec des policiers, des archéologues et des historiens pour comprendre les mécanismes et empêcher que ces massacres de masse ne se reproduisent. Les

archives soviétiques (16 millions de pages) sont traduites, tout comme les archives de la justice allemande. En parallèle, le Père Desbois recueille les témoignages, en se rendant sur place, en conversant avec les habitants, et il localise les fosses, une dans chaque village, qui « mettaient 3 jours avant de mourir » ...

Et se rend compte que ces villageois aimaient voir des gens exécutés, quand ils sont sûrs de ne pas être les victimes. Les écoles sont fermées, ils emmènent leurs enfants, ce sont en quelque sorte des « exécutions publiques habillées en peine de mort légale ». Ils sont attirés car ils espèrent récupérer une chaussure, un manteau, des pièces d'or et certains sont affectés à des tâches bien précises. 22 métiers sont requis pour perpétrer ces génocides, et c'est impossible sans l'accord tacite des voisins, qui volent les biens disponibles (animaux dans les fermes, marchandises dans les magasins). On assiste même à un phénomène de « remplacement ». Ils mangent dans la vaisselle des morts, s'habillent avec leurs vêtements.

MEMOIRE ET VIGILANCE

Le même processus s'est produit, lorsque Daesh a décidé d'exterminer les Yazidis, note le père Desbois qui insiste sur la transversalité de ce mode de tuerie systématisé.

Ces fosses communes ont un avantage. Cela ne fait pas de « mémoire ». Et pourtant, il y a deux fois plus de victimes qu'à Auschwitz. Au nord d'Odessa, la plus grande contenait environ 50 000 corps. En Biélorussie, 45 000. A Mossoul, les fosses communes ont disparu. Tout comme à Brest Litvosk, où 45 000 personnes ont été fusillées sans laisser aucune trace. Les souvenirs collectifs et personnels sont rasés. C'est un plein succès. Toutefois, des photos (plus de 400) ont été envoyées par les militaires allemands à leurs familles, c'était grand public et totalement assumé, mais peu connu dans le monde, remarque le Père Desbois.

Hitler est devenu la marque des « tueurs en masse ». Beaucoup de ses livres se trouvent sur les étals de marché, en Irak. Il représente un héritage, une référence transversale. Les tueurs avaient une méthode et ils ont transmis leur savoir-faire. Par exemple, les personnes âgées ou handicapées, trop lentes, étaient éliminées tout de suite, car tout était réglé avec une grande minutie. Et il y avait aussi un côté « folklorique ». Le soir, les Allemands font la fête avec de la musique, de l'alcool, un bon repas préparé par les femmes du coin. C'était des opérations très décentralisées, prises localement, avec beaucoup de dérives. Il y avait toujours des viols, et les jeunes filles étaient tuées en dernier, dans une autre fosse commune.

Notre mission est de préserver ces fosses, de donner une sépulture digne à tous ces morts. On ne peut pas construire une démocratie sur des victimes, plongées dans l'anonymat. Il faut lutter contre le négationnisme qui se démultiplie. Pour chaque crime, nous avons la preuve, les témoins, les artefacts jetés par les victimes. Quand le crime est concret, la mémoire disparaît moins, conclut le Père Desbois.

Après cet exposé très poignant, Paul Rechter, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat, riche en échanges.

Paul Rechter :: Quelles actions menez-vous auprès des Yazidis victimes de Daesh en Irak ?

La religion des Yazidis est monothéiste et puise une partie de ses croyances dans le zoroastrisme, originaire de la Perse antique. C'est l'une des populations les plus anciennes de la Mésopotamie. Pour Daesh, ce sont des mécréants. Ils ont isolé les enfants et les ont transformés en terroristes, après un lavage de cerveau de quelques mois. Ils ont oublié leur langue, et ils ont tué. Au moment de leur chute, les Djihadistes les ont revendus très cher à leur famille, mais ils ne reconnaissent plus leur mère. Nous essayons de leur redonner une identité. Mais il est très difficile de les resocialiser, particulièrement en milieu mixte, avec des filles. Leur seule formation : la guerre et la radicalisation.

Eric Bonsch (Secrétaire Général - Cercle Contrat Liberté Equité) : En Ukraine, les tireurs allemands ont-ils été identifiés ? Des supplétifs ukrainiens ? Des officiers SS ? Y a-t-il eu des poursuites judiciaires à leur encontre ?

L'Union Soviétique a rendu énormément de jugements. Beaucoup d'accusés ont été fusillés parce qu'ils étaient considérés comme traîtres à la nation et non pas parce qu'ils avaient tué des juifs. Chez les Allemands, seuls les hauts gradés sont responsables. Si vous étiez un simple militaire, sous les ordres d'un chef, vous n'étiez pas considérés comme coupable.

Pour Daesh, là, les responsables sont poursuivis.

Les personnes que nous avons interviewées ne connaissent pas notre opinion au sujet des juifs. On ne demande pas ce qu'ils pensent, mais ce qu'ils ont fait. Ce sont des reconstitutions. Il n'y a pas de sentiments, de demandes de pardon. C'est une « autre planète », où le repentir n'existe pas.

Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : Avez-vous ressenti du regret chez les enfants qui ont assisté aux tueries ? Ou sont-ils indifférents ?

On observe une soviétisation de la réaction. C'est un traumatisme, au milieu de nombreux autres, comme la famine, la déportation. Là où certains ont éclaté en sanglots, c'est lorsqu'ils se rappelaient leurs copains de classe tués. Mais cela fait partie

d'un ensemble. ensuite, il y avait l'appropriation des biens. Certains vont vivre dans la maison de ceux qui sont morts. Donc, c'est très compliqué...

Eric Verstraete (Directeur financier Développement Construction Bouygues TP) : Avez-vous été confrontés dans vos recherches aux exécutions qui ont pu être faites par le NKVD avant l'invasion nazie de l'URSS ?

Si on veut continuer nos investigations, on évite de parler de ce sujet. Nous pouvons compter sur la pleine coopération des autorités russes, uniquement si nous restons dans les limites qu'on nous accorde. On ne peut pas enquêter sur les fosses soviétiques.

Par exemple, nous avons appris que des bouddhistes avaient fusillé des milliers de juifs dans une République soviétique. Quand on a commencé à chercher, nous avons été expulsés.

Nous ne pouvons pas faire de géopolitique, car nous voulons avant tout garder nos autorisations pour enquêter. La Shoah comme appropriation des biens, c'est encore un grand silence. Il est plus facile de dire qui a tué les juifs que de montrer qui a pris leurs maisons...

Bénédicte Dollfus (Déléguée Générale de la Réassurance Française) : A quelles unités appartenaient les tireurs ? Étaient-ils formés et prévenus de la « tâche » qui les attendait ?

Les brigades de la mort s'appuient sur la population locale. Ils disent la vérité aux voisins et des mensonges aux victimes. Daesh suivait le même mode opératoire. Ils disséquaient les familles, tuaient tous les hommes et les garçons de plus de 11 ans. Tout devait être terminé et nettoyé le soir. Le respect du timing est important. Comme avec les allemands, les maires sont plus ou moins complices. Il y a des règles générales, mais on ne demande des comptes que sur les résultats. On ne peut pas tuer une partie de la population, sans les voisins, qui sont les « barbelés » qui les empêchent de fuir.

Il y a aussi beaucoup de films d'exécutions capitales, de publicité autour de ces horreurs. Le film, l'appareil photo sont des outils, au service de ces exécutions. Toutefois, tout n'est pas montré, comme les viols, qui nuiraient au message. L'exportation du crime est indispensable.

La seule différence est que si on se convertit, chez Daesh, on peut survivre. Chez les juifs, cette option n'existe pas. Ils sont condamnés racialement.

Sylvie Tsyboula (Alumni Sciences Po) : Le Quai d'Orsay est-il au courant des méthodes que vous mettez en œuvre auprès des enfants yézidis ?

Nous essayons de les resocialiser dans un milieu musulman modéré, dans un village normal. Nous ne préconisons pas les familles d'accueil. Nous ne sommes pas équipés pour cela.

On leur a inculqué le goût du combat, du héros, du « sniper ». Il est très difficile pour eux de s'en défaire...

Jean-Louis Duport (Ancien Préfet) Pour quelles raisons enseignez-vous aux Etats-Unis et pas en France ?

Je suis prêtre, donc, en France, je ne peux pas enseigner. Nous sommes très présents aux USA, à travers notre association Yahad-in Unum, et nous avons créé une chaire à Georgetown. Nous enseignons aussi à Cologne, l'histoire de la Shoah, et il y a des séminaires à La Sorbonne.

Janine Rechter-Lennon (Secrétaire administrative de Géostratégies 2000) : Avez-vous recueilli des éléments sur les « Marches de la Mort » à partir de novembre 1944 ?

Très peu. Cela est compliqué, car des intérêts nationaux et politiques entrent en jeu.

Paule Nathan (Médecin spécialiste endocrinologie) : Pourquoi ne pas créer une Journée nationale du génocide ?

Ce serait une grande idée, mais les victimes ne veulent pas être mélangées. En Irak, les chrétiens et les yézidis sont très séparés, rien ne les relie.

Il faudrait, pour commencer, s'interroger sur le consentement au génocide. Pourquoi existe-t-il ?

Toutes les victimes ne peuvent pas s'entendre. Elles ont toutes une identité particulière. Les tziganes d'Ukraine ne supportaient pas les communautés juives. Il y a actuellement une priorité, celle de stopper le développement de la négation des génocides.

La victime d'un génocide n'a pas de statut particulier, pas même à l'ONU.

Pour les Yazidis, la communauté internationale a admis le génocide, mais personne n'a été condamné pour cela. La faute était celle de crime contre l'humanité.

Lorsqu'El Baghdadi a été tué, il a été présenté d'abord comme un terroriste. Le fait terroriste avale le fait génocidaire.

Il faut se battre contre l'évanouissement du traitement des coupables pour génocides.

La rencontre s'est terminée avec le rapport de Marco Gonzalvez, Directeur de l'Association Yahad-in Unum, sur le massacre de masse (entre 250 000 et 500 000 victimes) qui a eu lieu au Guatemala, au cours d'un conflit mêlant causes sociales, économiques, politiques et ethniques.

il constate qu'il y a eu une prise de conscience des mécanismes de la tuerie de masse. Actuellement, un recueil des preuves est en cours. Une démarche identique est initiée au Rwanda. Ce point est capital, affirme-t-il, car il fait reculer le négationnisme, qui est un des points de départ de l'antisémitisme. Il est essentiel d'enseigner auprès des jeunes le crime de la Shoah pour réveiller les consciences, comprendre le mécanisme génocidaire pour faire le bon choix quand la question se pose.

Marie-Clotilde Hingray - Marielle Vichot

Propos non revus par intervenants.

LE RENSEIGNEMENT FRANÇAIS

Préfet Ange MANCINI

Le mardi 3 mars 2020, Géostratégies 2000 recevait, autour d'un petit déjeuner organisé au Palais du Luxembourg, Ange Mancini, créateur et chef du RAID (1985-1990), coordinateur national du renseignement à la Présidence de la République sous Nicolas Sarkozy et François Hollande. Au cœur de la communauté du renseignement français pendant de très nombreuses années, Ange Mancini nous a présenté la nouvelle configuration de nos services de renseignement qui témoigne d'une adaptation et d'une réorganisation indispensables, face aux attaques terroristes multiples et à la mondialisation de la criminalité organisée. Il a également évoqué les réponses sécuritaires attendues face à ces menaces.

Depuis la nuit des temps, les Etats ont un besoin vital de renseignements. Les Britanniques avec l'Intelligence Service, sont considérés comme les meilleurs. Les Français, pour leur part, sont plus perçus comme des « barbouzes ». En fait, nous ne partageons pas la même conception du renseignement, reconnaît, au départ, Ange Mancini. Dans les années 80, les menaces terroristes internationales se multiplient, la violence explose, avec des revendications différentes. Il y a les indépendantistes (FLNC, ETA...), les mouvements pour la Libération de la Palestine (Carlos, Abu Nidal...) et aussi les « révolutionnaires d'extrême gauche » comme la Bande à Baader, les Brigades Rouge, et Action Directe, qui a notamment assassiné George Besse, le PDG de Renault.

Il y avait alors trois grandes entités qui chapeautaient tout le renseignement : le SDEC ; la DST et les Renseignements Généraux.

En 2008, une réorganisation a lieu. Le CIR (Conseil Interministériel du Gouvernement.) est supprimé et deux structures sont mises en place : le Conseil National du Renseignement, qui est l'instance suprême, et le Coordonnateur National du Renseignement, qui, à partir de 2017, chapeaute également la lutte anti-terroriste. C'est le pilote stratégique du renseignement français. Il conseille le Président de la République, mais n'appartient pas à son cabinet. Il rapporte devant le Conseil National du Renseignement, veille à la mise en œuvre des décisions et à la bonne coopération des services. Il élabore le Plan National d'Orientation

du Renseignement, une feuille de route qui s'adresse aux six services. A savoir : la DGSE (Direction générale de la Sécurité Extérieure) ; DGSIS (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) ; la DRM (Direction des Renseignements Militaires), la DPSD (Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense) , la DNRED (Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières) et Tracfin, le pôle financier. Il définit la priorité des luttes. C'est une fonction compliquée à gérer, mais le schéma, compact, est très efficace, se réjouit Ange Mancini. Beaucoup d'événements tragiques ont été évités grâce à l'action quotidienne de ces services, qui se complètent et s'entraident. Chaque semaine, ils se réunissent, ce qui leur permet d'avoir une vision complète et un tableau synthétique de la situation.

Le Renseignement devrait interpellier chaque Français. Pour y parvenir, nous devrions évoluer vers une approche à l'anglaise. Outre-Manche, le renseignement, à la fois humain et technologique, est au cœur de la stratégie politique, conclut Ange Mancini.

Le débat, animé par Paul Rechter, Président de Géostratégies 2000, très riche en échanges, a permis de répondre aux nombreuses questions.

Paul Rechter :

Les moyens budgétaires augmentent mais ils sont encore modestes, comparés notamment aux services allemands. Comment expliquez-vous cela, alors que le renseignement est une des priorités des politiques publiques ?

Je ne suis pas d'accord. Il y a eu de gros progrès. Le budget est en hausse, des efforts ont été déployés. Le renseignement dépend de trois ministères différents pour son financement, l'Intérieur, la Défense et Bercy. Ceci peut être un frein.

Aux Etats unis, par exemple, le DNI (le coordinateur) défend le budget des 16 agences de renseignement au Congrès. Il n'a qu'un seul interlocuteur.

Il faut aussi recruter, former du personnel compétent, capable de faire ressortir au bon moment les éléments nécessaires. Une Académie du renseignement a été créée pour donner une vision commune. Il faut également savoir que la manipulation du renseignement existe. Nous avons des alliés et en même temps des rivaux, nous sommes toujours en compétition.

Jean-Louis Pierrel (*Relations Universitaires IBM France- Secrétaire général adjoint Géostratégies 2000*) : **Quel est le niveau de confiance vis à vis des politiques,**

Comment mesurer l'efficacité ?

Nous n'avons pas de contacts. Nous ne faisons pas le même métier. Mais il y a des délégations parlementaires qui contrôlent le fonctionnement des services. Et nous sommes au service de la vision politique du pays.

Philippe Mauger (*Directeur à France Télévision - ER*) ; **Carole Amouyel-Kent** (*Présidente de la Oxford University Society of Paris*) ; **Richard Hallows** (*Directeur Développement International Cerestar - Groupe Beghin Say -ER*) : **Quid de la**

coopération européenne internationale ? Y a-t-il des risques avec le Brexit ?

La coopération internationale est complexe. Le renseignement est très opérationnel, et il est compliqué d'échanger totalement.

Nous entretenons des liens privilégiés avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et Israël. Il y a surtout des coopérations ponctuelles, notamment pour la lutte antiterroriste, où la coordination est excellente.

Pour les renseignements économiques, c'est plus difficile, car nous sommes en concurrence directe.

Elèves du Lycée Maurice Ravel : Que pensez-vous des outils informatiques et de la façon dont ils sont utilisés, notamment aux USA ?

Il y a un équilibre difficile à trouver entre efficacité et respect des libertés individuelles. C'est le job de nos délégations parlementaires, qui sont en charge du contrôle.

Elèves du Lycée Hélène Boucher : Comment lutter contre le cyber terrorisme ? Quels moyens sont mis en place ?

La DGSI et la Gendarmerie Nationale ont créé et développé une entité, qui suit les attaques dans ce domaine.

Avec la cyber criminalité, il ne faut pas se laisser bernier, il faut être vigilant au quotidien. C'est une question « d'hygiène de vie » et c'est une vraie dimension de la lutte contre le cyber terrorisme.

Philippe Beauvillard (*Président du Syndicat de la Presse Culturelle et Scientifique*) : **La grande criminalité internationale, par son infiltration au cœur de l'économie, n'est-elle pas aussi menaçante pour l'Etat et la démocratie, que le terrorisme ? Que font nos services face à l'espionnage économique ?**

C'est un enjeu majeur. Nous aidons les entreprises à se défendre. Nous devons détecter les attaques., car c'est très dommageable pour notre économie. C'est un travail essentiel pour les renseignements.

Pierre Amouyel (Ingénieur général des Mines honoraire) : **L'indépendance des six services a-t-elle pu conduire à des échecs ?**

Pour moi, c'est l'inverse. Cela a insufflé une forte cohésion. Les différents acteurs voient qu'ils font le même métier. cela les a rapprochés, ils développent une culture commune. Ainsi, ils se font plus confiance et échantent plus facilement. C'est une évidence, la bonne coordination des services a évité des actes terroristes.

Roger Cuckierman (Ancien Président du CRIF) : **Face au danger islamiste, a-t-on assez d'arabophones dans le monde du renseignement ?**

La question des linguistes est très importante. Il faut les attirer avec de bonnes rémunérations, rendre le métier attractif. J'ai œuvré en ce sens. Il faut du personnel parlant l'arabe, mais aussi l'afghan, le chinois....

Y a-t-il une collusion entre terrorisme et grand banditisme ? (interlocuteur non nommé)

Au départ, les mouvements indépendantistes et séparatistes utilisent le banditisme pour se financer, mais ensuite, c'est seulement une justification pour « piquer du fric ». Ce fut le cas d'Action Directe. Le grand banditisme, pour sa part, se mêle peu du terrorisme. C'est mauvais pour les affaires, il préfère gagner de l'argent.

Pascal Pincemin (Corexalys - Membre du Comité stratégique) : **Est-on en train de délaisser la dimension clé du renseignement humain, au profit du renseignement technique ?**

Chaque pays a une pratique qui lui est propre. Les Britanniques recrutent dans les universités, car le renseignement est un secteur « noble ». En France, jusqu'à peu, ce n'était pas le cas. On trouvait surtout dans le renseignement des fonctionnaires militaires et civils, qui n'en tiraient pas grand bénéfice. Mais tout ceci est en train d'évoluer. Il y a de plus en plus de candidats, avec un profil intéressant. La série « le Bureau des Légendes » a un impact certain. L'attractivité s'améliore.

Michel Troiekouroff (Juriste) : **Etes-vous entravés par une notion exagérée des libertés publiques et des droits de la justice ?**

Le cadre légal du renseignement est suffisant pour agir. Mais il y a toujours un équilibre à respecter. Il y a aussi un bon contrôle a posteriori, ce qui est essentiel. En amont, ce n'est pas nécessaire.

Je suis un défenseur du contrôle, car cela donne de la crédibilité.

Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA- Président de l'ADOSM. Vice-Président de Géostratégies 2000) : **Avec la fin des Renseignements généraux, y a-t-il eu une perte de connaissance sur l'état d'esprit du pays ? Le mouvement des « Gilets Jaunes » semble avoir surpris le pouvoir ?**

Paul Rechter : **Tout comme la montée en puissance d'une extrême gauche très radicale et violente ?**

Il faut faire une distinction entre les Gilets Jaunes et les Black Blocks.

Les « Gilets Jaunes » sur les ronds-points, c'est un peu un retour à l'ambiance que l'on trouvait dans le bistrot du village.

La violence, elle, a été prise en compte par des groupuscules. Depuis la Révolution russe, cela s'est toujours passé ainsi. Après la disparition des Renseignements Généraux, il y a eu un petit flottement, ce qui était perturbant, car il y avait moins de lien avec la société profonde. Mais, ce n'est plus le cas. Le Renseignement territorial a réussi à se structurer et joue totalement son rôle.

Danièle Bourguignon (OCDE - ER) ; **Andrew Lloyd** (Oxford Alumni) : **Quels sont les liens entre les sociétés privées de sécurité et nos services de renseignement ?**

Les sociétés privées, sur leurs créneaux, peuvent être mieux placées. Mais ce qui fait la force du renseignement, c'est son universalité. Pour les

USA, dans le tiercé de tête de leurs alliés, on trouve les Britanniques, les Australiens (ils sont les yeux des Etats-Unis sur la Chine) et les Français.

Israël et la Corée du Sud sont également très bons, mais leur but est avant tout leur propre survie.

Alain Girod (*Directeur commercial Entreprise de communication*) : **Comment le simple citoyen peut-il renseigner les services compétents ?**

Il faut d'abord aller au poste de police ou de gendarmerie, qui recueille l'information, qui peut être transmise au top niveau, en fonction de son intérêt et de sa qualité.

Pierre Lepetit (*Consultant*) ; **Jean-Claude Richard** (*Ancien ambassadeur de France en Asie Centrale*) : **Quid de la question corse ? Peut-on compter sur un renoncement à la lutte armée du FLNC et autres séparatistes ?**

J'ai été, de 1999 à 2002, Préfet de Police en Corse. La question indépendantiste a été mal gérée au départ. Il s'agissait de petits trafics mafieux autour d'exploitations vinicoles, avec des rapatriés d'Algérie. La police a lancé un assaut disproportionné, il y a eu un mort. Cela a entraîné une révolte et la création du FLNC

en 1976, peu actif au début. Mais il monte en puissance. Des centaines d'attentats par an. Heureusement sans victimes, mais avec une forte portée symbolique. 813 attentats en 1982, dont 107 une même nuit en août. En 1983, Robert Broussard est nommé Commissaire de la République pour rétablir l'ordre. Le FLNC, qui est dissous, devient clandestin et se scinde en deux courants. Cela fonctionne, les attentats diminuent. S'ensuit une grande exploitation politique ; l'instauration d'« impôts révolutionnaires » qui sont surtout du racket pour vivre confortablement, et ont très peu de lien avec une quelconque idéologie. Dans les années 90, les règlements de compte entre les différents courants font près de 50 morts. Et en juin 2014, les armes sont déposées.

Le renseignement a plutôt bien géré le problème corse, mais tout est loin d'être réglé.

Les nouvelles structures politiques, une collectivité unique, issue de la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale, ne font pas l'unanimité. Il y a beaucoup d'espoirs déçus.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par intervenants

Ont collaboré à cette Lettre, outre les intervenants dans les débats

MARIE-CLOTILDE HINGRAY, FRANÇOIS-XAVIER MARTIN, JULIETTE MOLLO, JANINE RECHTER,

MARIELLE VICHOT